

المملكة المغربية
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵏ ⵍⵎⵖⵔⵉⴱ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⵓⵙⵓⵔ ⵏ ⵉⵎⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵉⵔⵓⵔⵓⵏ ⵏ ⵉⵔⵓⵔⵓⵏ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

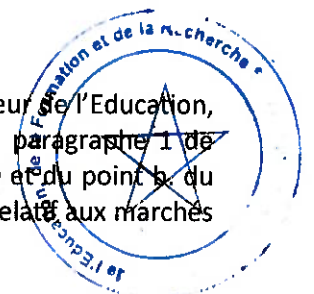
REGLEMENT DE CONSULTATION

**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°01/CSEFRS/2025**

RELATIF A :

**LA CONCEPTION, L'AMENAGEMENT ET L'EQUIPEMENT DU STAND DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE (CSEFRS) A L'OCCASION DE SA PARTICIPATION AU SALON
INTERNATIONAL DE L'EDITION ET DU LIVRE 2025 (SIEL) ET ORGANISATION DES
ACTIVITES Y AFFERENTES**

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.



SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2:	MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3:	MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	3
ARTICLE 4:	CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5:	MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 6:	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 7:	DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 8:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 9:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 10:	OFFRE TECHNIQUE.....	5
ARTICLE 11:	OFFRE FINANCIERE.....	6
ARTICLE 12:	CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 13:	PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 14:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 15:	RETRAIT DES PLIS	7
ARTICLE 16:	OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES & CRITERES D'ADMISSIBILITE DES OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 17:	EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES.....	11
ARTICLE 18:	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	11
ARTICLE 19:	MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 20:	LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	11



ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix N°01/CSEFRS/2025, ayant pour objet «la conception, l'aménagement et l'équipement du stand d'exposition du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS) à l'occasion de sa participation au Salon International de l'Edition et du Livre 2025 (SIEL) du 17 au 27 avril 2025, et organisation des activités y afférentes».

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique**.

ARTICLE 3: MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement de l'appel d'offre se fera en lot unique.

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret N°2.22.431 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement du marché ;
- Le modèle du bordereau des prix détail estimatif du marché ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 5: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Conseil peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret N°2.22.431. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours (10 jours) à compter du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 6: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret N°2.22.431 et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

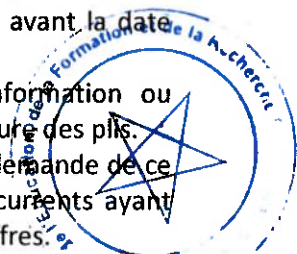
Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web du CSEFRS www.csefrs.ma.

ARTICLE 7: DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être transmises, par tout moyen pouvant donner date certaine, dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard, trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.



Les éclaircissements ou renseignements sont mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 8: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret N°2.22.431 précité :

- 1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
 - Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.
- 2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales qui sont :
 - En liquidation judiciaire ;
 - En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret N°2.22.431 ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
 - Les prestataires de service ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
 - Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 9: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

I- Conformément à l'article 28 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1) Un dossier administratif

1.1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent :

- Auto-entrepreneur ou personne agissant pour son propre compte : aucune pièce n'est exigée ;
- Représentant du concurrent : celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- Coopérative ou union de coopératives : la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b) La déclaration sur l'honneur ;

c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.

d) La convention constitutive du groupement, prévue à l'article 150 du décret N°2.22.431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

1.2 Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou par tout organisme de prévoyance sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces citées aux points a) et b) sert de base pour l'appréciation de leur validité.

2) Un dossier technique comprenant

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;

II- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives ;
- 2- Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :
 - a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que la **coopérative l'union de coopératives** est en situation régulière envers cet organisme ;

La date de production, au maître d'ouvrage, de ces pièces sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III- Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

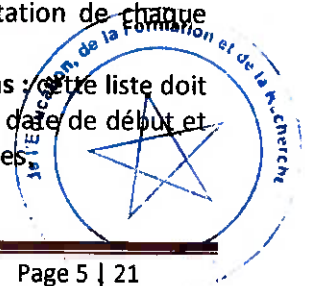
- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.
- 2- Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

ARTICLE 10: OFFRE TECHNIQUE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés, les pièces des dossiers administratif et technique, précités, une offre financière et une offre technique.

L'offre technique comprend :

1. **Une présentation de la conception proposée du stand (maquette 3D)** exposant les vues et détails de la conception proposée, les caractéristiques des structures et éléments composant le stand (mobiliier, équipement...).
2. **Une proposition de charte graphique des supports de communication** en relation avec la participation du Conseil au SIEL.
3. **Un rétroplanning de réalisation des prestations et un plan d'affectation de l'équipe projet :**
 1. Un rétroplanning qui doit détailler la réalisation des prestations se rapportant à l'événement pour faire ressortir clairement l'agencement de l'ensemble des tâches et de décrire les différentes actions à mener pour la préparation, l'organisation et la gestion d'une telle opération depuis la date de la notification de l'ordre de service, prescrivant le démarrage de la prestation, en précisant le déroulé et l'estimation prévisionnelle de la charge de travail.
 2. Un plan d'affectation de l'équipe projet qui doit ressortir clairement l'affectation de chaque membre de l'équipe projet lors de chaque étape.
4. **La liste des membres de l'équipe projet proposée pour la réalisation des prestations :** cette liste doit indiquer pour chaque personne sa qualification, l'expérience acquise en précisant la date de début et fin, la fonction, les attributions spécifiques et le rôle à occuper de chacun des membres.
5. Le concurrent doit présenter à cet effet pour le personnel :



- **Les curriculum vitae détaillés** conformément au modèle de l'annexe 2 du présent règlement de consultation, conjointement signés par le concurrent et chaque membre de l'équipe projet proposée pour l'accomplissement des prestations.
- **Les copies certifiées conformes des diplômes, ou des attestations certifiées conformes de l'obtention des diplômes** contenant toutes les informations nécessaires permettant d'évaluer le profil de chaque membre de l'équipe projet proposée qui doit comprendre :

Un (1) chef de projet :

Diplômé BAC+3 ou plus, ayant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans d'expérience dans la gestion, le pilotage de projet, l'organisation et la coordination d'événements similaires, et ayant travaillé sur 5 projets similaires.

Il sera l'unique interlocuteur du Comité de suivi stipulé ci-dessus.

Un (1) responsable logistique :

Diplômé BAC+3 ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les domaines liés aux opérations logistiques de transport en relation avec des opérations de l'événementiel et ayant travaillé sur 3 projets similaires ;

Un (1) Directeur artistique

Diplômé BAC+3 dans le domaine des beaux-arts ou des arts graphiques ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les domaines de l'infographie, le design et la conception de maquettes pour des stands, et ayant travaillé sur 3 projets similaires ou plus dans le domaine d'événementiel.

Un (1) responsable technique :

Responsable de tous les aspects techniques, ayant un diplôme BAC+3 et ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans la réalisation et la coordination technique globale d'événements et ayant travaillé sur 3 projets similaires ou plus.

Un (1) photographe :

Chargé de réaliser des prises de vue et mettre en œuvre les techniques de conception et de développement des photos. Il doit disposer d'une expérience de 2 ans au minimum.

Un (1) vidéaste :

Chargé de réaliser des prises de vue et mettre en œuvre les techniques de conception et de développement des vidéos. Il doit disposer d'une expérience de 2 ans au minimum.

N.B : Le prestataire doit adjoindre à cette équipe projet toute autre personne qualifiée pour assurer la réalisation des prestations demandées. Le prestataire devra mettre en place une structure d'appui pour veiller à la préparation et assurer le suivi des actions.

N.B : *Tout concurrent dont l'offre technique ne comprend pas les pièces indiquées ci-dessus, sera écarté.*

ARTICLE 11: OFFRE FINANCIERE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- 1) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché, établi, conformément au modèle ci-joint en annexe, en un seul exemplaire, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, et comporte l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB) ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

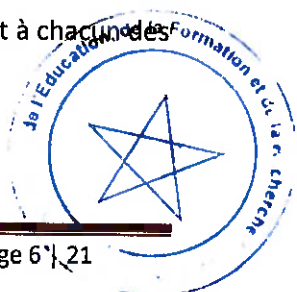
Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret N°2.22.431 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement.

L'acte d'engagement doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

- 2) Le bordereau des prix et le détail estimatif du marché ;

Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux des bordereaux des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.



En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix -détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 12: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les Concurrents doivent comporter :

- a. Un dossier administratif précité ;
- b. Un dossier technique précité ;
- c. Une offre technique précitée ;
- d. Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement du marché ;
 - Le bordereau des prix - détail estimatif du marché.

ARTICLE 13: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret N°2.22.431 précité, le dossier présenté, par voie électronique, par chaque concurrent, doit contenir trois enveloppes distinctes :

- a) **La première enveloppe** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention «lu et accepté» par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Elle doit porter de façon apparente la mention « **dossier administratif & technique** ».
- b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Offre financière** ».
- c) **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit porter de façon apparente la mention « **Offre technique** ».

ARTICLE 14: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le dépôt des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 15: RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 35 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le retrait des plis des concurrents s'effectuent par voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

ARTICLE 16: OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES & CRITERES D'ADMISSIBILITE DES OFFRES TECHNIQUES

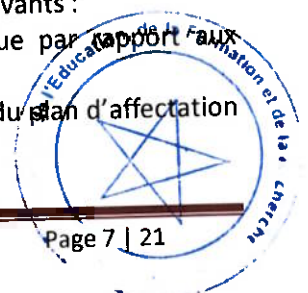
L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 41, 42, 43 et 44 du décret N°2.22.431 précité.

Evaluation des offres techniques :

A l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif et de celles du dossier technique, la commission procédera, à huis clos, à l'examen et à l'évaluation des offres techniques des concurrents admis.

Une sous-commission technique sera constituée en vue d'analyser ces offres. A cet effet, les offres techniques seront jugées sur la base d'une évaluation technique axée sur les critères suivants :

- Conformité de la conception proposée du stand et de la charte graphique par rapport aux spécifications exigées par le CPS ;
- La qualité et la cohérence du rétroplanning de réalisation des prestations et du plan d'affectation de l'équipe projet.
- Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation de la prestation.



Une note technique (**Nt sur 100 points**) sera attribuée au soumissionnaire en se basant sur les trois critères sus indiqués de la manière suivante :

- **Nt1** : Conformité de la conception proposée du stand et de la charte graphique par rapport aux spécifications exigées par le CPS (**30 points**) :

CRITERES	NOTES
Proposition technique cohérente, pertinente et enrichie par rapport aux termes de référence ; Une conception qui traduit les caractéristiques techniques exigées sous une approche innovante, créative et attractive reflétant l'intelligence de l'agencement et la définition des espaces du stand. Une charte graphique des supports de communication innovante et adaptée à la participation du Conseil au SIEL.	30
Compréhension non exhaustive des besoins exprimés aux termes de référence. Absence de l'aspect innovatif et créatif dans la définition des espaces du stand et dans la charte graphique des supports de communication.	15
Proposition technique ne répondant pas aux éléments des termes de référence.	0

- **Nt2** : La qualité et la cohérence du rétroplanning de réalisation des prestations et du plan d'affectation de l'équipe projet (**10 points**) :

CRITERES	NOTES	Remarques
Nt2.1 : La qualité et la cohérence du rétroplanning de réalisation des prestations (5 points)		Un rétroplanning de réalisation des prestations et un plan d'affectation de l'équipe projet détaillés, cohérents et pertinents : couvrent en détail les tâches à réaliser, indiquent de manière cohérente et pertinente le déroulement des différentes étapes, l'affectation de l'équipe projet, et l'estimation prévisionnelle de la charge de travail.
Rétroplanning détaillé cohérent et pertinent	5	
Rétroplanning moyennement détaillé, cohérent et pertinent	2	
Rétroplanning non détaillé, non cohérent et non pertinent	0	
Nt2.2 : Le plan d'affectation de l'équipe projet (5 points)		
Plan d'affectation de l'équipe projet détaillé, cohérent et pertinent	5	
Plan d'affectation de l'équipe projet moyennant détaillé, cohérent et pertinent	2	
Plan d'affectation de l'équipe projet non détaillé, non cohérent et non pertinent	0	

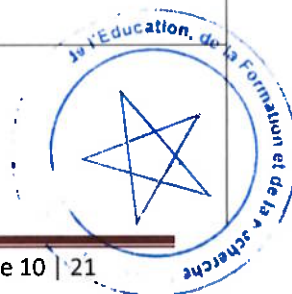


- **Nt3 :** Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation de la prestation (60 points)

Un chef de projet : (20 points) Diplômé BAC+3 ou plus, ayant une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la gestion, le pilotage de projet, l'organisation et la coordination d'événements similaires, et ayant travaillé sur 5 projets similaires. Il sera l'unique interlocuteur du Comité de suivi.	Diplôme	Plus que BAC+3	5	Remarques : La liste de l'équipe projet que le concurrent propose d'affecter à l'exécution des prestations doit indiquer la qualification, la fonction, l'expérience et les projets réalisés. Chaque CV présenté doit être conforme au modèle de CV fourni en annexe 2. Le CV doit préciser le poste occupé dans l'équipe projet, le diplôme obtenu, l'expérience, ainsi que les projets sur lesquels le membre de l'équipe projet a travaillé durant chaque expérience, en précisant le rôle occupé dans le projet et la période : Date de début et date de fin de l'expérience et date de début et de fin de chaque projet. Au cas où le concurrent propose plusieurs intervenants, il sera tenu compte des intervenants disposant du meilleur profil adéquat. N.B : Seules seront comptabilisées les expériences et les projets explicitées en relation avec l'objet des prestations présentées sur le CPS pour chaque profil.
		BAC+3	3	
		Moins de BAC+3	0	
	Nombre de projets	1 point accordé pour chaque projet exécuté en tant que chef de projet sans dépasser le maximum de 10 points	10	
		Plus que 5 ans d'expérience dans la gestion, le pilotage de projet, l'organisation et la coordination d'événements similaires	5	
		5 ans d'expérience dans la gestion, le pilotage de projet, l'organisation et la coordination d'événements similaires	3	
Un responsable logistique : (10 points) Diplômé BAC+3 ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les domaines liés aux opérations logistiques de transport en relation avec des opérations de l'événementiel et ayant travaillé sur 3 projets similaires	Diplôme	Plus que BAC+3	4	
		BAC+3	2	
		Moins de BAC+3	0	
	Nombre de projets	0,5 point accordé pour chaque projet exécuté en tant que responsable logistique sans dépasser le maximum de 3 points	3	
		Plus que 3 ans d'expérience dans les domaines liés aux opérations logistiques de transport en relation avec des opérations de l'événementiel	3	
		3 ans d'expérience dans les domaines liés aux opérations logistiques de transport en relation avec des opérations de l'événementiel	2	
Un directeur artistique : (10 points) Diplômé BAC+3 (Beaux-arts ou arts-graphiques) ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans les	Diplôme	Plus que BAC+3	4	
		BAC+3	2	
		Moins de BAC+3	0	
	Nombre de projets	0,5 point accordé pour chaque projet exécuté en tant que responsable artistique sans dépasser le maximum de 3	3	
		Le responsable logistique ne dispose pas du minimum requis des 3 ans d'expérience professionnelle	0	



domaines de l'infographie, le design et la conception de maquettes pour des stands, et ayant travaillé sur 3 projets similaires ou plus dans le domaine d'événementiel.		points		
	<u>Années d' expérience</u>	Plus que 3 ans d'expérience dans les domaines de l'infographie, le design et la conception de maquettes pour des stands	3	
		3 ans d'expérience dans les domaines de l'infographie, le design et la conception de maquettes pour des stands	2	
		Le responsable artistique ne dispose pas du minimum requis des 3 ans d'expérience professionnelle	0	
Un responsable technique : (10 points) Responsable de tous les aspects techniques, ayant un diplôme BAC+3 et ayant une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans la réalisation et la coordination technique globale d'événements et ayant travaillé sur 3 projets similaires ou plus.	<u>Diplôme</u>	Plus que BAC+3	4	
		BAC+3	2	
		Moins de BAC+3	0	
	<u>Nombre de projets</u>	0,5 point accordé pour chaque projet exécuté en tant que responsable technique sans dépasser le maximum de 3 points	3	
	<u>Années d' expérience</u>	Plus que 3 ans d'expérience dans la réalisation et la coordination technique globale d'événements	3	
		3 ans d'expérience dans la réalisation et la coordination technique globale d'événements	2	
		Le responsable technique ne dispose pas du minimum requis des 3 ans d'expérience professionnelle	0	
Un (1) photographe : (05 points) Chargé de réaliser des prises de vue et mettre en œuvre les techniques de conception et de développement des photos. Il doit disposer d'une expérience de 2 ans au minimum.	<u>Années d' expérience</u>	Plus que 2 ans d'expérience dans des prises de vue et mise en œuvre des techniques de conception et de développement des photos	5	
		2 ans d'expérience dans des prises de vue et mise en œuvre des techniques de conception et de développement des photos	3	
		Le photographe ne dispose pas du minimum requis de 2 ans d'expérience professionnelle	0	
Un (1) vidéaste : (05 points) Chargé de réaliser des prises de vue et mettre en œuvre les techniques	<u>Années d' expérience</u>	Plus que 2 ans d'expérience dans des prises de vue et mise en œuvre des techniques de conception et de développement des vidéos	5	



de conception et de développement des vidéos. Il doit disposer d'une expérience de 2 ans au minimum.	2 ans d'expérience dans des prise de vue et mise en œuvre des techniques de conception et de développement des vidéos	3
	Le vidéaste ne dispose pas du minimum requis de 2 ans d'expérience professionnelle	0

Ne seront retenues pour la phase d'analyse financière que les offres ayant une **note technique supérieure ou égale à 70 points** (la note technique est égale : NT=NT1+NT2+NT3).

ARTICLE 17: EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES

Après admission des offres des concurrents, l'ouverture et l'examen des offres financières se fera conformément aux articles 42, 43 et 44 du décret N°2.22.431 précité. L'attribution du marché se fait, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret précité et sur la base de l'offre économiquement la plus avantageuse telle que définie à l'article 43 dudit décret :

L'offre financière (OF) la mieux-disante par rapport au prix de référence (P).

Avec :

$$P = \frac{(E + \frac{\text{Somme des Offres financières}}{\text{Nombre des Offres Financières}})}{2}$$

(Avec E : Estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage.)

ARTICLE 18: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément à l'article 36 du décret N°2.22.431 précité, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis. Toutefois, lorsque la commission considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prolongation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 19: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc.




ARTICLE 20: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
N°01/CSEFRS/2025

OBJET : LA CONCEPTION, L'AMENAGEMENT ET L'EQUIPEMENT DU STAND DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CSEFRS) A L'OCCASION DE SA PARTICIPATION AU SALON INTERNATIONAL DE L'EDITION ET DU LIVRE 2025 (SIEL) ET ORGANISATION DES ACTIVITES Y AFFERENTES.

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Zineb BOUKHARTA Chef de Département de Communication</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> KHADDOUN BENJELLOUN Directrice du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>



ANNEXES



ANNEXE N° 1
TABLEAU RELATIF AU PERSONNEL QUE LE CONCURRENT S'ENGAGE A AFFECTER A LA
REALISATION DE LA PRESTATION

Nom et prénom	Qualité	Expérience acquise dans des prestations similaires (nombre d'années)	Nombre de projets réalisés
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



ANNEXE N°2
MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL PROPOSE

1. **NOM DE L'EMPLOYE** [nom complet] _____
2. **DATE DE NAISSANCE** _____ **NATIONALITE** _____
3. **FORMATION** [indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates de leur obtention] _____
4. **MEMBRE A DES ASSOCIATIONS/GROUPEMENTS PROFESSIONNELS** _____
5. **AUTRES FORMATIONS** [indiquer toute autre formation reçue ou certificat] _____
6. **LANGUES** : [indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite] _____
7. **EXPERIENCE PROFESSIONNELLE** : [commençant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous), Donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupe.]
Depuis [Année] _____ Jusqu'à [Année] _____
Employeur : _____
Poste : _____

8. DETAIL DES TACHES EXECUTEES [Indiquer toutes les tâches à exécuter dans le cadre de cette proposition] 	9. EXPERIENCE DE L'EMPLOYE QUI ILLUSTRE LE MIEUX SA COMPETENCE [Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle de l'employé pour les tâches mentionnées au point 8] Nom du projet ou de la mission : _____ Année : _____ Lieu : _____ Principales caractéristiques du projet : _____ Poste : _____ Activités : _____
---	---

10. ATTESTATION

Je, soussigné, certifie sur l'honneur, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience. J'accepte que toute fausse déclaration puisse entraîner mon exclusion, ou mon renvoi si j'ai été engagé.

Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du prestataire] jour/mois/année



ANNEXE N° 3
MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT
.....
ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert national simplifié sur offres des prix N°01/CSEFRS/2025

Objet du marché : la conception, l'aménagement et l'équipement du stand du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS) à l'occasion de sa participation au Salon International de l'Edition et du Livre 2025 (SIEL) et organisation des activités y afférentes.

Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée aux concurrents agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b) Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(raison sociale et forme juridique), au capital de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu à :

Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N°:

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :



Identifiant commun de l'entreprise :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas des établissements publics :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....

(Raison sociale et forme juridique), ;

Siège à : ;

Affilié à sous le N° : ;

Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....

(raison sociale et forme juridique), ;

Adresse du domicile élu à : ;

Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;

Affilié à la CNSS sous le N° : ;

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;

Identifiant commun de l'entreprise : ;

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

Nous soussignés : [Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas]

- Membre n°1 : ;

- Membre n°2 : ;

- Membre n°n : ;

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

D - Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :

- montant hors T. V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)
- montant T. V.A. : (en lettres et en chiffres)



- montant T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à (Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro..... ..

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)



ANNEXE N°4
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

.....

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert national simplifié sur offres des prix N°01/CSEFRS/2025

Objet du marché : la conception, l'aménagement et l'équipement du stand du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS) à l'occasion de sa participation au Salon International de l'Edition et du Livre 2025 (SIEL) et organisation des activités y afférentes.

A- Pour les personnes physiques

1. Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (1), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

B- Pour les personnes morales :

1. Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique), au capital de

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu à :



Affilié à la CNSS (1), sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas des établissements publics :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

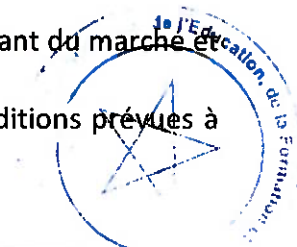
3. Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
(Raison sociale et forme juridique),
Numéro de téléphone : ;
Numéro de fax : ;
Adresse électronique : ;
Adresse du domicile élu à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Déclare sur l'honneur

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas le corps d'état principal du marché ;
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours, remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023 ;



4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ;
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)

(1) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

